



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
GÉNÉRALE

TRADE/CEFACT/1999/7
4 janvier 1999

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE,
DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENTREPRISE
Centre pour la facilitation des procédures
et des pratiques dans l'administration,
le commerce et les transports (CEFACT)
Cinquième session, 15-17 mars 1999
Point 5 de l'ordre du jour provisoire

**GROUPE DE TRAVAIL SPÉCIAL SUR L'EDI SIMPLIFIÉ
ET L'EDI PAR LE WEB (SIMAC)**

RAPPORT FINAL

* * *

Communication du Président du groupe SIMAC*

Le Centre est invité à :

prendre acte de ce document, pour information.

* Le présent document a été reproduit tel qu'il a été reçu par le secrétariat.

Introduction

1. Comme suite à la décision prise par le Centre pour la facilitation des procédures et des pratiques dans l'administration, le commerce et les transports (CEFACT), à sa troisième session, il a été créé, pour une durée ne dépassant pas 12 mois, un groupe de travail spécial chargé de soumettre des propositions au CEFACT en ce qui concerne les moyens de faire progresser les travaux sur les questions intéressant l'EDI simplifié et les caractéristiques d'un formulaire électronique harmonisé, à l'appui de la facilitation internationale du commerce, en vue de trouver un terrain d'entente et de déterminer les activités auxquelles le CEFACT et ses groupes de travail pourraient éventuellement donner suite.
2. Conformément au cahier des charges du groupe de travail spécial sur l'EDI simplifié et l'EDI par le Web (groupe SIMAC) approuvé par le Groupe directeur du CEFACT, lors de la réunion que ce dernier avait tenue du 15 au 18 juin, les documents à produire étaient les suivants : un rapport intérimaire à établir d'ici la fin août 1998 et un rapport final prévu pour la fin de 1998. Ces rapports seront également mis à la disposition de la Plénière et des groupes de travail.
3. Aux termes de son mandat, tel qu'il avait été défini par le CEFACT, le groupe était appelé à examiner et recommander les moyens à mettre en oeuvre pour que l'EDI simplifié et les activités qui s'y rapportaient puissent être efficacement et effectivement développés dans le cadre de la structure du CEFACT. En outre, le groupe était prié d'indiquer en détail les résultats à produire et le calendrier à respecter (en tenant compte des éléments de programme existants des groupes de travail). Les éléments de programme proposés pourraient comprendre l'élaboration de recommandations relatives aux meilleures pratiques, l'interface avec les techniques Internet telles que l'HTML dynamique, Java et XML, ainsi que la relation des directives en matière d'EDI simplifié, élaborées aux fins de l'échange de données essentielles, de formulaires et d'autres informations ayant trait au commerce électronique, avec des processus commerciaux et administratifs plus efficaces.

Procédures

1. En application du paragraphe 64 du document TRADE/R.650, le groupe de travail spécial a déposé ses procédures auprès du secrétariat de la CEE/ONU.

Activités du groupe de travail

1. Le groupe de travail spécial s'est réuni en juin, en septembre et en décembre 1998, sous la présidence de M. Alexander de Lijster (Pays-Bas). M. Andy Whittaker (Royaume-Uni) a été élu Vice-Président. On trouvera une liste des participants à l'annexe I.
2. Dans l'intervalle entre les réunions du groupe, des échanges de vues ont eu lieu par courrier électronique, ce qui a permis à plusieurs délégations d'apporter des contributions aux travaux.

3. Le cahier des charges du groupe indiquait très clairement, dès le départ, qu'il était extrêmement important que les travaux s'inscrivent dans les limites des normes et des procédures de tenue à jour de l'EDIFACT/ONU. Toutefois, l'accent devrait être mis sur les solutions les plus simples possibles en accord avec les meilleures pratiques commerciales.
4. Le document récapitulatif publié sous la cote TRADE/CEFACT/1998/4 relatif à l'EDI simplifié a été examiné et mis à jour au cours des différentes sessions. Il a été souligné que l'EDI simplifié en tant que tel n'était pas destiné à toutes les transactions professionnelles, mais était régi par la règle des 80/20, c'est-à-dire que les sociétés désireuses de réviser et de simplifier leurs processus pourraient employer l'EDI simplifié pour 80 % de leurs opérations. Le principe du recours à une démarche partant de la base (meilleures pratiques) pour faire face aux divers besoins a été examiné et partiellement mis en pratique lors des débats sur la série de directives et de données essentielles proposée en définitive. L'objectif était d'utiliser un scénario de transaction professionnelle clairement défini, et d'en dégager la solution la plus simple pour permettre une intégration plus poussée et une plus grande harmonisation des processus et des informations dans un contexte mondial.

Il a été reconnu que l'un des obstacles fondamentaux à la mise en oeuvre de l'EDI était l'absence d'harmonisation réussie des données et de bases de données permanentes telles que les catalogues électroniques. Les concepts jumelés de données permanentes et d'ensembles de données essentielles étaient considérés comme la solution qui permettrait de surmonter ces obstacles et comme la clef du succès. En ce qui concerne la mise en oeuvre de l'EDI simplifié, il a été déclaré que ces concepts n'allaient pas se substituer à l'EDIFACT mais compléter ce dernier à l'aide de directives fondamentales s'adressant aux parties dont les processus sont simples et clairs.
5. La démarche pratique recommandée est la suivante : identifier le scénario de transaction professionnelle simple, harmoniser les données, définir les données essentielles et mettre en oeuvre le concept fondamental de l'EDI simplifié.
6. L'emploi de systèmes de numérotation uniformes est recommandé pour faire en sorte que les données soient uniques et sans équivoque. Le groupe a décidé que même si la numérotation de l'EAN était unique et dépourvue de toute ambiguïté, ce qui était considéré comme une condition essentielle pour une entreprise, il appartiendrait néanmoins aux utilisateurs de choisir le système de codage qui convenait à leur propre environnement. Ces choix devraient être faits en gardant à l'esprit le souci de tirer un profit maximal de l'EDI tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

7. Il a été constaté que toutes les parties ont encore grandement besoin de comprendre clairement les diverses questions en jeu et les différentes difficultés que soulève la simplification. À cet effet, le groupe a établi un glossaire des termes et une présentation des divers rapports qui existent entre ces termes, que l'on trouvera dans l'annexe II.
8. La définition du commerce électronique, telle qu'elle a été communiquée par le groupe spécial du commerce électronique du CEFACT, a été étudiée et une recommandation visant à y ajouter quelques éléments a été formulée.
9. Dans le cadre des travaux portant sur l'EDI simplifié, le concept de polyvalence (multifonctionnalité) des messages a été examiné à plusieurs reprises. Il a été jugé difficile de trouver un moyen terme entre les deux options suivantes : vouloir englober trop de fonctions dans un seul message et concevoir un message pour chaque fonction. La première option aboutirait en définitive à un message extrêmement compliqué, tandis que la deuxième conduirait à une multiplication des messages. La solution recommandée devrait être un mélange de bon sens, de reflet de la pratique et des ramifications juridiques que pourraient avoir certaines familles logiques de catégories de transactions, se fondant dans un usage multifonctionnel des messages standard génériques. Il est recommandé de laisser aux groupes d'utilisateurs le soin de décider de quelle façon il faudrait utiliser certains messages et s'il convient ou non d'utiliser des messages déterminés pour plusieurs fonctions.
10. Le groupe a examiné le concept de "temps" (cadre temporel) des messages. Bien qu'il ait été unanimement admis que l'emploi de ce concept de "temps" ne convenait pas pour indiquer les horizons temporels, il a été reconnu qu'un message pouvait être défini comme un ensemble provisoire ou définitif de données. L'opportunité de donner d'autres précisions d'ordre chronologique devrait être examinée en fonction des besoins professionnels effectifs.
11. Le groupe est convenu que le concept de message SIMPL-EDI ne se limitait pas uniquement à un sous-ensemble d'un message standard des Nations Unies, en ce sens qu'il impliquait la mise en oeuvre de directives d'application essentielles fondées sur les principes de processus professionnels simplifiés. Les résultats définitifs des travaux du SIMAC seront communiqués aux groupes de travail compétents du CEFACT/ONU afin qu'ils se chargent du suivi et du développement ultérieur de ce concept. Il faudrait que toutes les parties soient pleinement conscientes que les données contenues dans les directives concernant l'EDI simplifié correspondent à des structures de données essentielles, à ne pas modifier, qui visent à assurer une utilisation commune dans la transparence. Le groupe a insisté sur l'importance d'une coopération étroite entre le groupe SIMAC et les groupes du CEFACT/ONU au cours du transfert de responsabilités. Toute initiative future concernant ce concept devrait s'appuyer sur les principes du travail accompli, et il faudrait mettre à profit l'expérience acquise dans ce domaine.

12. Les groupes de travail intéressés du CEFACT/ONU sont priés de bien vouloir se mettre en contact avec les membres du SIMAC pour faire en sorte que le transfert de responsabilités s'effectue dans de bonnes conditions, et de rendre compte des faits nouveaux et des progrès qui seront accomplis à la prochaine réunion plénière du CEFACT/ONU et chaque fois qu'il sera jugé opportun de le faire.
13. Le document TRADE/CEFACT/1998/CRP.16 a été examiné et le groupe a cru comprendre que certains travaux tendant à utiliser la formule-cadre des Nations Unies pour les documents commerciaux (UNLK) (Recommandation 1) comme base pour déterminer les caractéristiques d'un formulaire électronique harmonisé avaient déjà été entrepris notamment dans le contexte du Répertoire des éléments de données commerciales des Nations Unies (TDED). Lorsqu'il s'agit de mettre au point des formulaires électroniques, l'UNLK constitue une bonne base pour la conception de formulaires harmonisés. Il a été pris acte que plusieurs initiatives étaient en cours à cet égard, notamment le projet ELECTRA au Royaume-Uni. Par ailleurs, il a été noté que le formulaire ne pouvait pas apparaître à l'écran dans son ensemble comme s'il était imprimé sur papier. Pour divers motifs, comme la lisibilité, la tenue à jour et la facilité d'emploi, des menus en incrustation ou déroulants apparaîtront sur l'écran. Cependant, les différents éléments de données standard devraient être utilisés dans l'ordre et selon le format indiqués dans l'UNLK. L'objectif clef est et demeure une simplification des processus menés à bien au moyen d'un flux d'informations bien défini.
14. S'agissant de l'EDI fondé sur le langage de balisage extensible (langage XML), des informations détaillées ont été communiquées au groupe au sujet des travaux en cours dans ce domaine nouveau. Il a été noté qu'un certain nombre d'initiatives actuelles concernant l'EDI fondé sur le XML suivaient des démarches différentes. On craignait que cette évolution n'entraîne l'apparition de divers systèmes individuels de mise en correspondance avec l'EDIFACT/ONU. Il a été signalé que l'ISO, dans le cadre de son projet relatif au référentiel sémantique de base, travaillait à la mise au point d'un référentiel mondial au titre du programme TC154, et que le Groupe de travail des techniques et des méthodologies (TMWG) du CEFACT étudiait la question des référentiels dans le contexte d'une utilisation du XML, en réponse à la description du problème formulée par le SIMAC, dont il est fait état au paragraphe 15 ci-dessous. Il est vivement recommandé d'harmoniser les divers travaux en cours afin que les produits qui en résulteront puissent être utilisés de manière simple et efficace par les organisations et en particulier par les petites et moyennes entreprises pour permettre un échange mondial d'informations normalisées. La proposition tendant à résoudre le problème de la définition des marqueurs XML, qui a été présentée par l'EEMA, mérite d'être étudiée avec attention. Il est recommandé que le Groupe directeur du CEFACT prenne une décision à ce sujet lors de sa prochaine réunion. Les possibilités de produire des exemples ont été débattues et il a été convenu que le scénario actuel d'EDI simplifié aurait valeur de test pour démontrer les avantages d'un référentiel unique. Les résultats de cette étude seront communiqués au CEFACT dès qu'ils seront disponibles.

La décision du Groupe directeur du CEFACT devrait être rendue publique dans les meilleurs délais.

15. Aux États-Unis, le X12 a demandé au groupe XML d'entreprendre une étude et de rendre compte des résultats obtenus au Comité directeur du X12. Il a été jugé très important que tout référentiel qui serait mis au point tienne compte des travaux déjà accomplis dans le cadre de l'EDIFACT/ONU. Comme des aspects bien déterminés de la propriété étaient en jeu, s'agissant par exemple des répertoires EDIFACT/ONU, il importait de clarifier la situation. De toute évidence, il était urgent de prendre des mesures pour éviter une prolifération des référentiels. Une description du problème a été rédigée par le groupe qui l'a communiquée au TMWG en lui demandant de formuler des recommandations sur les aspects techniques en relation avec les travaux en cours concernant l'EDI fondé sur le XML.
16. De l'avis général des membres du groupe, il importait au plus haut point que le CEFACT fasse une déclaration, dans un certain délai, en mettant l'accent sur la nécessité d'une harmonisation plus poussée au niveau mondial des données relatives au commerce, aux transports et à l'administration, ce qui limiterait le risque de prolifération de référentiels particuliers, notamment dans le contexte d'Internet et du World Wide Web. Les répertoires EDIFACT/ONU et les recommandations de l'ONU sont considérés, à cet égard, comme des éléments indispensables. Il faudrait accorder tout le soutien possible aux travaux entrepris en vue d'améliorer encore la qualité des répertoires, et notamment à la coopération instaurée avec le TC154 de l'ISO au titre du Référentiel sémantique de base.

Il a été constaté que si l'EDI fondé sur le XML n'était qu'une technique parmi d'autres techniques utilisables pour simplifier l'EDI, les travaux du SIMAC étaient censés se concentrer principalement sur la ratification du concept d'EDI simplifié. Le groupe avait d'abord pour tâche de formuler les recommandations nécessaires en vue de leur approbation par le CEFACT, puis d'examiner la manière dont le concept pourrait être mis en oeuvre à l'aide des applications existantes et des technologies d'avenir comme l'EDI fondé sur le langage XML. Il a été fait état de plusieurs exemples démontrant les possibilités qu'offrait cette technologie et le groupe pense qu'il est de la plus haute importance de suivre de près l'évolution des travaux dans ce domaine en vue de garantir la cohérence et l'harmonisation nécessaires, ainsi que l'exploitation des résultats obtenus au service d'une facilitation accrue du commerce.

17. Le groupe a estimé que l'absence de dialogue et de concertation entre le CEFACT/ONU et les groupes s'occupant de la normalisation dans le contexte d'Internet, comme le Groupe de travail d'ingénierie Internet (IETF), le Consortium World Wide Web (W3C) ou le Groupe de gestion d'objets (OMG), conduisait à la formulation de normes concurrentes.

18. Au cours des divers débats, il a été souligné à maintes reprises que les activités d'un certain nombre de groupes relevant du CEFACT, de même que les résultats auxquels aboutissaient leurs travaux et d'autres produits qui en découlent, devraient être rendus publics et même commercialisés, de manière correcte et efficace en utilisant à cette fin les instruments technologiques modernes. Une telle démarche favoriserait une plus grande reconnaissance à l'échelon international (mondial) des travaux en question, ce qui pourrait leur apporter un soutien accru.

Le Président prie le Président du CEFACT/ONU de bien vouloir se faire l'écho de sa gratitude envers les membres de toutes les délégations, en les remerciant de leur professionnalisme et de leur compétence technique, de même que pour les contributions très utiles qu'ils ont apportées aux travaux du groupe.

Le mercredi 16 décembre 1998

Recommandations :

1. Le SIMAC recommande que le Groupe directeur du CEFACT prie les présidents des groupes de travail permanents - EWG, TMWG, BPAWG, CWG et ITPWG - de déterminer la suite des travaux à entreprendre et de poursuivre l'étude du concept d'EDI simplifié en mettant à profit le travail déjà accompli dans un domaine précis et en étendant les résultats de ce travail et le concept à d'autres domaines, tout en veillant attentivement à ne pas perdre de vue le principe des messages simples qui devrait justement être développé dans l'intérêt et aux fins de l'application de solutions d'EDI par les petites et moyennes entreprises. La démarche pratique recommandée est la suivante : identifier le scénario de transaction professionnelle simple, aligner les données, définir les données essentielles et mettre en oeuvre le concept fondamental d'EDI simplifié.
2. Il est recommandé de modifier la définition du commerce électronique de façon à y inclure le mot "normalisation", tout en ajoutant également entre parenthèses l'expression "technologie de saisie automatique des données".
3. Le groupe recommande que l'EDI simplifié (SIMPL-EDI) soit considéré comme un concept qui ne se limite pas uniquement à un sous-ensemble d'un message standard des Nations Unies en ce sens qu'il implique la mise en oeuvre de directives d'application essentielles, fondées sur les principes de processus professionnels simplifiés, en même temps que l'emploi de données permanentes alignées. Il faudrait que toutes les parties soient pleinement conscientes que les données contenues dans les directives concernant l'EDI simplifié correspondent à des structures de données essentielles. Il s'agit d'un guide pratique fondamental dont il convient de préserver la stabilité et la prévisibilité pour garantir une utilisation commune transparente. Un exemple de mise en correspondance de données essentielles aux fins de certains processus professionnels sera fourni au CEFACT à titre de première contribution aux travaux futurs.
4. Afin de définir les critères applicables à l'élaboration de messages multifonctionnels, il est recommandé de faire entreprendre une étude portant sur les différents aspects de la multifonctionnalité et sur ses répercussions du point de vue de l'utilisation de messages uniformes à l'échelle mondiale.
5. Le groupe est convenu qu'il existait un besoin urgent de créer un référentiel mondial qui serait utilisé dans le cadre de travaux touchant l'EDI fondé sur le langage XML. Compte tenu des conclusions auxquelles a abouti le TMWG et d'autres considérations, il est recommandé d'utiliser dès que possible un référentiel expérimental pour expliquer et démontrer la valeur ajoutée réelle qu'apporterait un tel référentiel avec des marqueurs XML.
6. Il est recommandé de se fonder sur la formule-cadre UNLK pour concevoir une présentation uniforme de formulaire électronique générique, afin d'éviter la prolifération des questionnaires électroniques.

7. Il est recommandé que des scénarios pour l'échange de données permanentes et la simplification des pratiques commerciales soient mis au point en utilisant des instruments appropriés.
8. Il est recommandé qu'à sa prochaine réunion, le Groupe directeur du CEFACT prenne une décision en ce qui concerne la création d'un référentiel de marqueurs unique pour l'EDI fondé sur le langage XML. La décision du Groupe directeur du CEFACT devrait être rendue publique dès que possible.
9. Le groupe est convenu qu'il importait au plus haut point que le CEFACT fasse une déclaration, dans un certain délai, en mettant l'accent sur la nécessité d'une harmonisation plus poussée au niveau mondial des données relatives au commerce, aux transports et à l'administration, ce qui limiterait le risque de prolifération de référentiels particuliers, notamment dans le contexte d'Internet et du World Wide Web.
10. Le groupe recommande qu'un dialogue et une concertation s'instaurent entre le CEFACT et les groupes s'occupant de la normalisation dans le contexte d'Internet, comme le Groupe de travail d'ingénierie Internet (IETF), le Consortium World Wide Web (W3C) ou le Groupe de gestion d'objets (OMG), en vue d'éviter l'apparition de normes concurrentes.
11. Le SIMAC recommande que les activités d'un certain nombre de groupes relevant du CEFACT, de même que les résultats auxquels aboutissent leurs travaux et d'autres produits qui en découlent, soient rendus publics et même commercialisés de manière correcte et efficace en utilisant à cette fin les instruments technologiques modernes. Une telle démarche favoriserait une plus grande reconnaissance à l'échelon international (mondial) des travaux en question, ce qui pourrait leur apporter un soutien accru.
